

principales raisons pour lesquelles le parti libéral a été renversé, et un des objectifs qui a été si sincèrement approuvé lors de l'élection du gouvernement actuel.

Il est donc fort encourageant de voir maintenant prendre ces mesures. Je ne sais s'il s'agit du genre de principe auquel le parti libéral veut revenir ou des programmes que visait le chef de l'opposition quand il a proposé qu'on procède bientôt à de nouvelles élections. On se souviendra évidemment que le jour où il avait déjà réclamé des élections sans tarder, il a dû constater que le public de notre pays ne réagissait pas très favorablement à la politique qu'il préconisait alors. Toutefois, l'honorable représentant semble avoir changé un peu d'avis. En effet, lorsqu'il était au pouvoir, le parti libéral est resté inactif et a laissé le contrôle de nos ressources naturelles et de notre industrie glisser entre les mains d'autres pays, alors qu'il ne faisait que peu, ou rien, pour l'empêcher.

À l'heure actuelle, le chef de l'opposition semble penser que si nous devons laisser aller les choses de cette façon, nous devrions être rétribués de quelque façon. Il nous propose à présent de nous soustraire à notre devoir quand il s'agit de défendre notre continent en nous remettant de ce soin sur les États-Unis. Je suppose qu'à son avis, puisque les États-Unis auraient, sous un régime libéral, la mainmise sur tout notre pays, ils pourraient aussi bien le défendre. Tout ce que je puis dire, c'est que ce ne sont pas là, je crois, des principes très judicieux dont pourrait s'inspirer une campagne électorale, et j'estime, pour ma part, que si l'honorable représentant tient à s'adresser au pays en lui exposant ces programmes, je serai trop heureux d'entrer en lice contre lui.

M. W. H. McMillan (Welland): Le 20 décembre, en présentant son petit budget, le ministre des Finances (M. Fleming) a dit ce qui suit:

Dans des exposés budgétaires antérieurs et en d'autres occasions, j'ai reconnu la nécessité d'une politique économique qui soit souple... Non seulement notre politique doit-elle évoluer d'une année à l'autre, mais il y a lieu parfois de réviser nos perspectives économiques et de modifier notre politique fiscale entre deux budgets principaux. C'est le cas aujourd'hui.

C'est la deuxième fois que le ministre des Finances juge à propos de réviser les perspectives économiques entre les dates des exposés budgétaires. C'est la deuxième fois qu'il juge à propos d'intervenir, pour ainsi dire, en pleine course. C'est la deuxième fois qu'il nous présente un exposé financier supplémentaire. Il l'a fait pour la première fois en décembre 1957. Il croyait alors, comme il le pense maintenant, que le moment était opportun.

Il serait bon de comparer ces deux exposés supplémentaires. Il serait bon de comparer les révisions du ministre en ces deux différentes occasions et de voir les résultats qu'elles ont donnés ou qu'elles donneront probablement. En 1957, grâce au budget de M. Harris, le Canada allait de l'avant et accusait un excédent de \$400,000 par jour. Le petit budget de 1957 a inauguré une ère nouvelle et, lorsque ce budget a été exécuté, l'épuisement des comptes du gouvernement et la dépense excédentaire du compte courant se sont chiffrés à deux millions de dollars chaque jour depuis. Autrement dit, le ministre a substitué à un excédent quotidien de \$400,000 un déficit quotidien de deux millions de dollars. Les contribuables du Canada perdent chaque jour deux millions de dollars à cause de la révision que le ministre a faite en décembre 1957. Aussi sûr que le jour se lève, les Canadiens perdent deux millions de dollars avant la fin du jour et nul doute que, pour les contribuables du Canada, chaque jour est un triste jour Diefenbaker.

Cet après-midi, l'honorable député de Carleton (M. Bell) a parlé de l'illogisme du parti libéral. Je ne peux certes pas accuser le gouvernement de manquer de suite dans les idées pour ce qui est de ce déficit quotidien de deux millions de dollars. Deux millions de dollars jour après jour, ça devient monotone. C'est monotone pour le ministre des Finances (M. Fleming). C'est déjà beaucoup plus que les frais de la première Grande Guerre, alors que nous avions 500,000 hommes en service actif dans les trois armes outre-mer.

Le ministre a dû emprunter cet argent du public. Il a emprunté pour acquitter l'intérêt sur cet argent et, ce qui est pis, il a emprunté pour acquitter l'intérêt sur les intérêts, et cela dure depuis trois années.

Parce que le ministre a jugé en 1957 qu'il fallait de la souplesse, le surcroît d'intérêt s'élèvent déjà à 200 millions de dollars par année. C'est une augmentation de plus de la moitié, soit de plus de \$500,000 par jour. Ce supplément d'intérêt, plus les bonis et les commissions des trois dernières années, s'élèveront à environ 600 millions de dollars. C'est un chiffre effarant. Avec la même somme, on pourrait acquitter quatre fois le prix du canal Welland, si l'on se fonde sur ce qu'il a coûté à l'époque où il a été creusé. On pourrait acquitter en entier notre part de la voie maritime du Saint-Laurent, et il en resterait. On pourrait construire quarante fois la voie élevée de deux milles de long au-dessus du port d'Hamilton. Pourtant, il s'agit uniquement du surcroît d'intérêt et non de l'intérêt proprement dit.

Le pire, c'est qu'une bonne partie de ces intérêts élevés sont intégrés à notre structure